Fonds d'indemnisation des services financiers

2001 rapport annuel

table des matières

LETTRE DE TRANSMISSION	2
MISSION	3
PRÉSENTATION DE L'ÉQUIPE DU FISF	5
MOT DU PRÉSIDENT	7
DEMANDES D'INDEMNISATION ANALYSÉES EN 2001	9
RAPPORT DES VÉRIFICATEURS ET ÉTATS FINANCIERS	13

Lettre de transmission

Madame Louise Champoux-Paillé
Présidente

Bureau des services financiers
140, Grande-Allée Est, bureau 300
Québec (Québec) G1R 5M8

Madame la présidente,

Il me fait plaisir de vous transmettre le rapport annuel 2001 du Fonds d'indemnisation des services financiers, conformément à l'article 283 de la *Loi sur la distribution de produits et services financiers*.

Vous y trouverez un résumé de nos activités ainsi que les états financiers vérifiés.

Veuillez agréer, madame la présidente, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Gilbert Lalonde
Président
Fonds d'indemnisation des services financiers

La mission et le fonctionnement du Fonds d'indemnisation des services financiers

Le Fonds d'indemnisation des services financiers (FISF) a été créé par la *Loi sur la distribution de produits et services financiers* (Loi 188), qui est entrée en vigueur au Québec le 1er octobre 1999.

Le FISF a pour mission de dédommager financièrement les victimes de fraude, de manœuvres dolosives ou de détournement de fonds survenus dans le cadre de la distribution de produits et services financiers, à l'intérieur des huit secteurs d'activités couverts par la Loi, soit :

1. Assurance de personnes ;
2. Assurance collective de personnes ;
3. Assurance de dommages ;
4. Expertise en règlement de sinistres ;
5. Planification financière ;
6. Courtage en épargne collective (fonds communs de placement) ;
7. Courtage en contrats d'investissement ;
8. Courtage en plans de bourses d'études ;

La Loi et les règlements du Bureau des services financiers définissent les conditions dans lesquelles le FISF peut offrir sa protection. Ainsi, un consommateur peut être indemnisé pour les pertes subies à la suite d'actes frauduleux dont serait responsable une entreprise inscrite auprès du Bureau, pour un montant maximal de 200 000 $ par réclamation.

Le consommateur peut alors compter sur un processus « déjudiciarisé », ce qui signifie que sans être représenté par un avocat ni prendre action devant un tribunal, il peut obtenir une indemnisation. Le consommateur lésé n'a qu'à compléter le « formulaire de réclamation du Fonds d'indemnisation des services financiers » ou soumettre une demande écrite. La demande doit être déposée dans l'année de la connaissance de la fraude.

Le FISF a pour mandat d'analyser les demandes afin de déterminer si elles sont admissibles, et de décider du montant des indemnités à verser. Le Fonds d'indemnisation des services financiers a également la responsabilité d'administrer les sommes d'argent qui y sont déposées par les cotisants. Il s'appuie sur des analyses actuarielles pour déterminer à quel niveau ses réserves doivent être maintenues, et donc à combien doivent se chiffrer les cotisations imposées.

Le Fonds d'indemnisation des services financiers est entièrement financé par « l'industrie », plus précisément par les cotisations payées par les personnes inscrites auprès du Bureau des services financiers. Le Bureau est l'organisme responsable d'émettre les droits de pratique, pour les représentants et les entreprises assujettis à la Loi, et il prélève les cotisations pour le compte du FISF. Ces cotisations sont obligatoires et annuelles, sans quoi le droit de pratique n'est pas délivré.

Le FISF est dirigé par un conseil d'administration composé de sept membres, dont deux sont choisis pour représenter le public et cinq autres sont des professionnels provenant des différents secteurs d'activités de l'industrie. Les décisions du FISF sont finales et sans appel.

106-01289/

Continuité avec les mécanismes de protection du passé

Dans un souci de continuité avec les mécanismes de protection mis de l'avant en 1989 par la *Loi sur les intermédiaires de marché* (Loi 134, qui précédait la Loi 188), le FISF est aussi responsable de statuer sur les réclamations découlant d'actes commis entre le 1er septembre 1991 et le 30 septembre 1999. (Le FISF reçoit, encore aujourd'hui, des réclamations remontant à cette période.)

Les trois Fonds d'indemnisation qui existaient sous la Loi 134 ont été dissous le 1er octobre 1999 avec l'arrivée du nouveau Fonds multidisciplinaire, le FISF. Depuis cette date, toutes les cotisations perçues auprès de l'industrie sont déposées au Fonds d'indemnisation des services financiers.

Toutefois, les sommes restantes dans les anciens Fonds continuent à être gérées séparément sous la forme de « patrimoines distincts », et cela au moins jusqu'en 2004. Les réclamations qui se rapportent à une fraude commise antérieurement au 1er octobre 1999 sont donc indemnisées selon les règles de la Loi 134, et avec les sommes consignées dans ces patrimoines distincts. De plus, la Loi 188 prévoit que le FISF doit utiliser le mécanisme de cotisation ponctuelle si les réserves des patrimoines distincts s'avèrent insuffisantes (article 560).

Moment où la fraude a été commise	Loi applicable	Fonds ou patrimoine visé	Disciplines couvertes	Plafond d'indemnisation	Financement (cotisations)
Depuis le 1er octobre 1999	Loi sur la distribution de produits et services financiers (Loi 188)	Un seul Fonds multidisciplinaire : **Fonds d'indemnisation des services financiers (FISF)**	1. Assurance de personnes 2. Assurance collective de personnes 3. Assurance de dommages 4. Expertise en règlement de sinistres 5. Planification financière 6. Courtage en épargne collective 7. Courtage en contrats d'investissement 8. Courtage en plans de bourses d'études	200 000 $ par réclamant	Depuis le 1er octobre 1999 : TOUTES LES COTISATIONS prélevées auprès de l'industrie sont déposées dans le FISF.
Entre le 1er septembre 1991 et le 30 septembre 1999	Loi sur les intermédiaires de marché (Loi 134)	« Patrimoine distinct en assurance de personnes » **(ex-FIAP)**	Assurance de personnes Assurance collective de personnes Planification financière	60 000 $ par réclamant 120 000 $ par intermédiaire	Depuis le 1er octobre 1999 : AUCUNE COTISATION RÉGULIÈRE n'a été déposée (Une cotisation spéciale est prévue en assurance de personnes en 2002.)
		« Patrimoine distinct en assurance de dommages » **(ex-FIAD)**	Assurance de dommages Expertise en règlement de sinistres	25 000 $ par réclamant 100 000 $ par intermédiaire	
		« Patrimoine distinct des planificateurs financiers » **(ex-FIPF)**	Planification financière (pour les individus pratiquant uniquement cette discipline et qui étaient encadrés par l'Inspecteur général des institutions financières)	Montant déterminé selon chaque cas	
		(Aucun Fonds d'indemnisation pour fraude n'existait pour les disciplines de courtage d'exercice restreint en valeurs mobilières.)			

Présentation des administrateurs et de la permanence

Conseil d'administration du Fonds d'indemnisation des services financiers

Le Fonds d'indemnisation des services financiers est dirigé par un conseil d'administration composé de sept membres dont deux sont choisis pour représenter le public. Tous sont nommés par le Bureau des services financiers pour un mandat de trois ans.

Conseil d'administration du Fonds d'indemnisation des services financiers

Rangée assise : Chantal Doucet, Gilbert Lalonde, Lise Tremblay, John Ruggieri
Rangée debout : Aline Duplessis, Pierre A. Hébert, Claude Brosseau

Président
Gilbert Lalonde, conseiller en sécurité financière,
représentant en épargne collective, assureur vie agréé (A.V.A.)

Vice-présidente
Lise Tremblay, avocate, professeur,
directrice du Centre de Montréal de l'École du Barreau
Représentante du public

Claude Brosseau, conseiller en sécurité financière, courtier en assurance de dommages,
représentant en épargne collective, courtier d'assurance associé (C.d'A.Ass.)

Chantal Doucet, expert en sinistre, associée de l'Institut d'assurance du Canada (A.I.A.C.)

Aline Duplessis, recherchiste et conseillère en consommation,
Service d'aide au consommateur
Représentante du public

Pierre A. Hébert, conseiller en sécurité financière,
représentant en épargne collective, planificateur financier,
membre de l'Ordre professionnel des administrateurs agréés du Québec

John Ruggieri, conseiller en sécurité financière,
planificateur financier, assureur vie agréé (A.V.A.)

Collaborateurs permanents du Fonds d'indemnisation des services financiers

Me Annie Pigeon, coordonnatrice

Hélène Gagnon, adjointe administrative

Me Isabelle Hébert, analyste

Me Patricia Nolin, analyste

Me Anne-Marie Beaudoin, secrétaire institutionnelle

Me Josée Renaud, analyste contractuelle

Actuaire-conseil

Xavier Bénarosch
Directeur-adjoint, Ernst & Young

COORDONNÉES

Fonds d'indemnisation des services financiers

140, Grande-Allée Est, bureau 300
Québec (Québec) G1R 5M8

Site Internet	**www.bsf-qc.com**
Courriel	**fonds@bsf-qc.com**
Administration	**(418) 525-6273 poste 312** **1 877 525-6273 poste 312**

Centre de renseignements et de référence

1 866 338-FOND
1 866 338-3663

Mot du président

En 2001, deux éléments ont plus particulièrement marqué les activités du Fonds d'indemnisation des services financiers (FISF): l'analyse des 160 réclamations se rapportant au cas « AVP-L'Alternative », et la mise en place de la « cotisation 2002 aux représentants en assurance de personnes ».

« AVP-L'Alternative » : un dossier majeur qui a marqué l'année 2001

Certaines réclamations ont été déposées en 2000, d'autres en 2001, mais la totalité des 160 dossiers de ce qu'il est désormais convenu d'appeler « l'affaire AVP-L'Alternative » ont été analysés au cours de l'année 2001. Il importe de signaler que cette affaire nous ramène à la *Loi sur les intermédiaires de marché* (Loi 134), puisque les faits en cause s'étaient produits entre le 1er septembre 1991 et le 30 septembre 1999.

Le tableau « Montants liés aux réclamations ayant fait l'objet d'une décision du FISF en 2001 » (page 9) montre bien l'importance des montants en jeu. On comprend pourquoi les 160 réclamants, ayant perdu au total plus de huit millions de dollars, attendaient beaucoup de la décision du Fonds d'indemnisation des services financiers. Il faut cependant préciser que le FISF aurait pu offrir près de 550 000 $ au total à l'ensemble des réclamants, en raison des plafonds d'indemnisation applicables à l'ex-FIAP et du nombre restreint d'intermédiaires visés par les réclamations.

Pour chaque dossier, le FISF a procédé à l'analyse des circonstances entourant toutes les transactions ayant donné lieu aux réclamations. Après une étude minutieuse, considérant les limites de la compétence du patrimoine distinct en assurance de personnes (ex-FIAP, Loi 134), le Fonds d'indemnisation des services financiers s'est vu contraint de rejeter l'ensemble des demandes. Les motifs du rejet ont été signifiés à tous les réclamants, et ont également fait l'objet d'un communiqué de presse diffusé le 15 octobre 2001 (accessible sur le site Internet du FISF). Précisons que l'analyse de ce dossier complexe a suscité un questionnement qui s'inscrit dans la réflexion qui sera abordée par le FISF en 2002 (voir plus loin « Orientations 2002 »).

« Cotisation 2002 aux représentants en assurance de personnes » : une obligation légale d'assurer la continuité avec les mécanismes de protection du passé

Le Fonds d'indemnisation des services financiers étant chargé d'assurer la continuité des mécanismes de protection qui existaient sous l'ancienne législation, il doit aussi voir au maintien de sommes suffisantes dans les anciens patrimoines. Avec la sortie du rapport annuel 2000, déjà nous annoncions que le FISF avait prévu faire appel au mécanisme de cotisation ponctuelle aux représentants en assurance de personnes à compter de 2002.

En effet, les réserves de l'ex-FIAP, évaluées à 107 500 $ au 30 septembre 1999, ont été épuisées dans le cours normal des activités d'indemnisation rattachées à ce patrimoine. Aucun cas ou dossier particulier n'est responsable de cette situation. Un rapport actuariel a établi le manque à gagner pour se rendre jusqu'en 2004 : un peu moins de 805 000 $. Ce montant, divisé par le nombre de représentants certifiés en assurance de personnes, équivaut à une cotisation de 66 $.

Le 17 octobre 2001, suivant cette recommandation des actuaires-conseils du FISF, nous avons adopté par résolution le montant de la cotisation requise pour permettre au patrimoine distinct en assurance de personnes (ou ex-FIAP) de continuer à remplir ses obligations, tel que prévu par l'article 560 de la *Loi sur la distribution de produits et services financiers*.

La perception de cette cotisation s'échelonnera sur toute l'année 2002 auprès des représentants. Un avis officiel a été publié dans le Bulletin du Bureau des services financiers (BSF) de décembre 2001 et toute l'information pertinente est disponible sur le site Internet du FISF.

Il est de la responsabilité du conseil d'administration du FISF de voir à détenir les sommes nécessaires à l'indemnisation, notamment pour chaque patrimoine distinct. La protection du public l'exige.

Ententes déposées auprès de la Commission d'accès à l'information du Québec

Au cours des derniers mois de l'année 2001, nous avons conclu des ententes d'échange de renseignements avec les syndics des Chambres de la sécurité financière et de l'assurance de dommages. Ces ententes ont été acceptées par la Commission d'accès à l'information du Québec, et faciliteront le traitement des dossiers qui sont à la fois soumis à une analyse du Fonds d'indemnisation des services financiers et à une enquête des syndics et co-syndic des Chambres.

Orientations 2002

Dans la poursuite de ses activités en 2001, le Fonds d'indemnisation des services financiers a noté que les réclamations qui lui sont soumises découlent encore principalement d'actes antérieurs à l'entrée en vigueur de la Loi 188 et sont donc attribuables aux patrimoines distincts issus des Fonds précédents. Cette situation résulte du court délai écoulé depuis la mise en place de la Loi, et des délais usuels de réalisation des fraudes par les réclamants. Même si l'expérience du FISF se trouve limitée par rapport à l'application de la nouvelle Loi, nous avons pu pressentir certaines problématiques que nous souhaiterons aborder en 2002, notamment à l'égard de l'étendue de la protection offerte par le FISF lorsque la fraude survient relativement à des sommes d'argent confiées pour acquérir un produit financier à l'extérieur de ceux autorisés à un représentant ou à un cabinet.

En effet, la multidisciplinarité grandissante et l'émergence de produits mixtes peuvent faire perdre au consommateur plusieurs repères. Malgré la portée multidisciplinaire du FISF, il demeure que les valeurs mobilières de plein exercice ne sont pas couvertes et les pertes découlant de manœuvres frauduleuses commises par des personnes non autorisées par le Bureau ne sont pas indemnisables en soi.

Afin de conserver la confiance du public à l'égard des mécanismes d'indemnisation, il importe de se saisir immédiatement de cette question. Nous pourrons ensuite soumettre au Bureau des services financiers ou à d'autres instances concernées les principaux éléments de cette réflexion, afin de les sensibiliser à cette problématique et chercher à développer des démarches préventives.

Remerciements

Je tiens à remercier tous les membres du conseil d'administration pour leur implication immuable depuis la création du Fonds d'indemnisation des services financiers. La disponibilité qu'ils accordent au FISF nous permet de profiter pleinement de leurs connaissances et de leur expérience. Les décisions qui découlent de nos rencontres n'en sont que plus éclairées. Il me revient également de féliciter et de remercier chaleureusement la petite mais énergique équipe qui travaille tous les jours à l'analyse des dossiers. Leur dévouement et leur professionnalisme sont grandement appréciés.

Demandes d'indemnisation analysées en 2001

Montants liés aux réclamations ayant fait l'objet d'une décision du FISF en 2001

	Patrimoine visé par la réclamation	Montants bruts demandés par les réclamants	Provisions actuarielles [1]	Montants versés	Montants rejetés (en fonction des provisions actuarielles)
Dossiers ouverts en 1999	**ex-FIAP**	40 000,00 $	40 000,00 $	**0 $**	40 000,00 $
	ex-FIAD	À l'étude	À l'étude	À l'étude	À l'étude
	FISF	0 $	Sans objet	Sans objet	Sans objet
Dossiers ouverts en 2000	**ex-FIAP**	3 622 060,86 $ *dont 2 943 019,91 $ pour « AVP » ** *Autres dossiers : 679 040,95 $*	581 125,56 $ *dont 309 600,00 $ pour « AVP » ** *Autres dossiers : 271 525,56 $*	**232 927,00 $**	426 713,57 $ *dont 309 600,00 $ pour « AVP » ** *Autres dossiers : 117 113,57 $*
	ex-FIAD	À l'étude	À l'étude	À l'étude	À l'étude
	FISF	48 478, 82 $	48 478, 82 $	**25 000,00 $**	23 478,82 $
Dossiers ouverts en 2001	**ex-FIAP**	5 080 299,41 $ *dont 5 069 221,29 $ pour « AVP » ** *Autres dossiers : 11 078,12 $*	240 000,00 $ *en totalité pour « AVP » **	**11 078,12 $**	240 000,00 $ *en totalité pour « AVP » **
	ex-FIAD	À l'étude	À l'étude	À l'étude	À l'étude
	FISF	62,00 $	62,00 $	**0 $**	62,00 $
Total pour 2001 (tous patrimoines confondus)		8 790 901,09 $ *dont 8 012 241,10 $ pour « AVP » ** *Autres dossiers : 778 659,99 $*	909 666,38 $ *dont 549 600,00 $ pour « AVP » ** *Autres dossiers : 360 066,38 $*	**269 005,12 $**	730 254,39 $ *dont 549 600,00 $ pour « AVP » ** *Autres dossiers : 180 654,39 $*

*1. Les **provisions actuarielles** sont des sommes d'argent mises en réserve pour assurer le paiement des réclamations, selon des principes actuariels, jusqu'à ce qu'une décision soit prise par le conseil d'administration. Les provisions sont notamment calculées en fonction des plafonds d'indemnisation applicables.*

** Montants liés au cas « AVP-L'Alternative », qui représente à lui seul 92 % des décisions d'inadmissibilité rendues en 2001.*

Parmi les motifs qui ont conduit au rejet des demandes en 2001 :

- Certaines demandes ont été rejetées parce que le produit ou véhicule de placement offert et dans lequel le réclamant a accepté d'investir n'était pas encadré par la *Loi sur les intermédiaires de marché* ou la *Loi sur la distribution de produits et services financiers* (démarrage d'entreprise, actions, etc.).
- D'autres ont été rejetées parce qu'elles mettaient en cause un prêt au représentant.
- D'autres encore ont dû être rejetées vu l'absence de preuve, par prépondérance, qu'une fraude, une manœuvre dolosive ou un détournement de fonds avait été commis.
- Finalement, des dossiers ont été fermés car un règlement est intervenu entre les parties et autres intervenants.

***Note** : le patrimoine distinct des planificateurs financiers « orphelins » (ne pratiquant pas d'autres disciplines de la distribution de produits et services financiers pour lesquelles la vente de produits est autorisée), l'ex-FIPF, n'a fait l'objet d'aucune réclamation depuis sa création.*

Demandes d'indemnisation analysées en 2001

Montants liés aux réclamations ayant fait l'objet d'une décision du FISF en 2001

	Patrimoine visé par la réclamation	Montants bruts demandés par les réclamants	Provisions actuarielles [1]	Montants versés	Montants rejetés (en fonction des provisions actuarielles)
Dossiers ouverts en 1999	ex-FIAP	40 000,00 $	40 000,00 $	0 $	40 000,00 $
	ex-FIAD	À l'étude	À l'étude	À l'étude	À l'étude
	FISF	0 $	Sans objet	Sans objet	Sans objet
Dossiers ouverts en 2000	ex-FIAP	3 622 060,86 $ *dont 2 041 074,91 $ pour « AVP+ »* *Autres dossiers : 570 040,76 $*	581 725,56 $ *dont 309 600,00 $ pour « AVP+ »* *Autres dossiers : 272 125,56 $*	232 927,00 $	426 713,57 $ *dont 309 600,00 $ pour « AVP+ »* *Autres dossiers : 117 113,57 $*
	ex-FIAD	À l'étude	À l'étude	À l'étude	À l'étude
	FISF	48 478,82 $	48 478,82 $	25 000,00 $	23 478,82 $
Dossiers ouverts en 2001	ex-FIAP	5 080 299,41 $ *dont 5 069 221,29 $ pour « AVP+ »* *Autres dossiers : 11 078,12 $*	240 000,00 $ *en totalité pour « AVP+ »*	11 078,12 $	240 000,00 $ *en totalité pour « AVP+ »*
	ex-FIAD	À l'étude	À l'étude	À l'étude	À l'étude
	FISF	62,00 $	62,00 $	0 $	62,00 $
Total pour 2001 (tous patrimoines confondus)		8 790 901,09 $ *dont 8 012 231,10 $ pour « AVP+ »* *Autres dossiers : 778 669,99 $*	909 666,38 $ *dont 349 600,00 $ pour « AVP+ »* *Autres dossiers : 560 066,38 $*	269 005,12 $	730 254,39 $ *dont 549 600,00 $ pour « AVP+ »* *Autres dossiers : 180 654,39 $*

1. Les ***provisions actuarielles*** *sont des sommes d'argent mises en réserve pour assurer le paiement des réclamations, selon des principes actuariels, jusqu'à ce qu'une décision soit prise par le conseil d'administration. Les provisions sont notamment calculées en fonction des plafonds d'indemnisation applicables.*

** Montants liés au cas « AVP-L'Alternative », qui représente à lui seul 92 % des décisions d'inadmissibilité rendues en 2001.*

Parmi les motifs qui ont conduit au rejet des demandes en 2001 :

- Certaines demandes ont été rejetées parce que le produit ou véhicule de placement offert et dans lequel le réclamant a accepté d'investir n'était pas encadré par la *Loi sur les intermédiaires de marché* ou la *Loi sur la distribution de produits et services financiers* (démarrage d'entreprise, actions, etc.)
- D'autres ont été rejetées parce qu'elles mettaient en cause un prêt au représentant.
- D'autres encore ont dû être rejetées vu l'absence de preuve, par prépondérance, qu'une fraude, une manœuvre dolosive ou un détournement de fonds avait été commis.
- Finalement, des dossiers ont été fermés car un règlement est intervenu entre les parties et autres intervenants.

***Note** : le patrimoine distinct des planificateurs financiers « orphelins » (ne pratiquant pas d'autres disciplines de la distribution de produits et services financiers pour lesquelles la vente de produits est autorisée), l'ex-FIPF, n'a fait l'objet d'aucune réclamation depuis sa création.*

Demandes

Montants liés aux dossiers encore sous étude au 31 décembre 2001

	Patrimoine visé par la réclamation	Montants bruts demandés par les réclamants	Provisions actuarielles
Dossiers ouverts en 1999	ex-FIAD	49 324,69 $	49 324,69 $
Dossiers ouverts en 2000	ex-FIAP	131 548,00 $	19 879,20 $
	ex-FIAD	132 334,00 $	25 000,00 $
	FISF	0 $	0 $
Dossiers ouverts en 2001	ex-FIAP	1 453 595,10 $	347 449,00 $
	ex-FIAD	26 664,79 $	26 664,79 $
	FISF	350 223,83 $	350 223,83 $
Total, dossiers sous étude (tous patrimoines confondus)		2 143 690,41 $	818 541,51 $

Nombre de dossiers sous gestion au FISF en 2001

Nombre de dossiers sous gestion au FISF en 2001	Montant total des réclamations pour les 188 dossiers	Montant total impliquant le patrimoine distinct en assurance de personnes (ex-FIAP)	Montant total impliquant le patrimoine distinct en assurance de dommages (ex-FIAD)	Montant total impliquant le Fonds d'indemnisation des services financiers (FISF)
188	**10 844 175,50 $**	**10 229 087,37 $**	**208 323,48 $**	**406 764,65 $**

Nombre de dossiers « acceptés » en 2001 (demandes jugées admissibles)	Nombre de dossiers visant le patrimoine distinct en assurance de personnes (ex-FIAP)	Nombre de dossiers visant le patrimoine distinct en assurance de dommages (ex-FIAD)	Nombre de dossiers visant le Fonds d'indemnisation des services financiers (FISF)
9	7	0	2

Nombre de dossiers « rejetés » en 2001 (demandes jugées non admissibles)	Nombre de dossiers visant le patrimoine distinct en assurance de personnes (ex-FIAP)	Nombre de dossiers visant le patrimoine distinct en assurance de dommages (ex-FIAD)	Nombre de dossiers visant le Fonds d'indemnisation des services financiers (FISF)
179	174 dont 160 pour « AVP »	0	5

Provisions pour les indemnisations 2001, au 31 décembre 2001

	ex-FIAP	ex-FIAD	FISF
Réclamations connues Montants réclamés susceptibles d'être payés	247 328 $	90 891 $	350 592 $
Fraudes survenues non rapportées *	212 982 $	28 325 $	2 122 736 $
Total de la provision pour indemnisation (rapport actuariel)	460 310 $	119 216 $	2 473 328 $

** Incluant les marges pour les écarts défavorables et le facteur d'actualisation*

Montants versés depuis la création du FISF, le 1er octobre 1999

Montants provisionnés (en fonction des plafonds applicables) Tous patrimoines confondus	Montants rejetés (en fonction des provisions actuarielles) Tous patrimoines confondus	Montants à l'étude Tous patrimoines confondus	MONTANTS VERSÉS TOUS PATRIMOINES CONFONDUS
2 578 644,73 $ Pour 314 dossiers	894 995,44 $ Pour 201 dossiers	833 187,51 $ Pour 51 dossiers	**847 287,13 $ POUR 62 DOSSIERS**

Le Fonds d'indemnisation des services financiers a versé près de 850 000 dollars entre le 1er octobre 1999 et le 31 décembre 2001 (27 mois d'activités).

Montants liés aux dossiers encore sous étude au 31 décembre 2001

	Patrimoine visé par la réclamation	Montants bruts demandés par les réclamants	Provisions actuarielles
Dossiers ouverts en 1999	ex-FIAD	49 324,69$	49 324,69$
Dossiers ouverts en 2000	ex-FIAP	131 548,00$	19 879,20$
	ex-FIAD	132 334,00$	25 000,00$
	FISF	0$	0$
Dossiers ouverts en 2001	ex-FIAP	1 453 595,10$	347 449,00$
	ex-FIAD	26 664,79$	26 664,79$
	FISF	350 223,83$	350 223,83$
Total, dossiers sous étude (tous patrimoines confondus)		2 143 690,41$	818 541,51$

Nombre de dossiers sous gestion au FISF en 2001

Nombre de dossiers sous gestion au FISF en 2001	Montant total des réclamations pour les 188 dossiers	Montant total impliquant le patrimoine distinct en assurance de personnes (ex-FIAP)	Montant total impliquant le patrimoine distinct en assurance de dommages (ex-FIAD)	Montant total impliquant le Fonds d'indemnisation des services financiers (FISF)
188	10 844 175,50$	10 229 087,37$	208 323,48$	406 764,65$

Nombre de dossiers «acceptés» en 2001 (demandes jugées admissibles)	Nombre de dossiers visant le patrimoine distinct en assurance de personnes (ex-FIAP)	Nombre de dossiers visant le patrimoine distinct en assurance de dommages (ex-FIAD)	Nombre de dossiers visant le Fonds d'indemnisation des services financiers (FISF)
9	7	0	2

Nombre de dossiers «rejetés» en 2001 (demandes jugées non admissibles)	Nombre de dossiers visant le patrimoine distinct en assurance de personnes (ex-FIAP)	Nombre de dossiers visant le patrimoine distinct en assurance de dommages (ex-FIAD)	Nombre de dossiers visant le Fonds d'indemnisation des services financiers (FISF)
179	174 dont 160 pour « AVP »	0	5

Demandes

Provisions pour les indemnisations 2001, au 31 décembre 2001

	ex-FIAP	ex-FIAD	FISF
Réclamations connues Montants réclamés susceptibles d'être payés	247 328 $	90 891 $	350 582 $
Fraudes survenues non rapportées *	212 982 $	28 325 $	2 122 736 $
Total de la provision pour indemnisation (rapport actuariel)	460 310 $	119 216 $	2 473 328 $

** Incluant les marges pour les écarts défavorables et le facteur d'actualisation*

Montants versés depuis la création du FISF, le 1er octobre 1999

Montants provisionnés (en fonction des plafonds applicables) Tous patrimoines confondus	Montants rejetés (en fonction des provisions actuarielles) Tous patrimoines confondus	Montants à l'étude Tous patrimoines confondus	MONTANTS VERSÉS TOUS PATRIMOINES CONFONDUS
2 578 644,73 $ Pour 314 dossiers	894 995,44 $ Pour 201 dossiers	833 187,51 $ Pour 51 dossiers	**847 287,13 $ POUR 62 DOSSIERS**

Le Fonds d'indemnisation des services financiers a versé près de 850 000 dollars entre le 1er octobre 1999 et le 31 décembre 2001 (27 mois d'activités).

États financiers au 31 décembre 2001

RAPPORT DES VÉRIFICATEURS 14

ÉTATS FINANCIERS

- PRODUITS ET CHARGES 15
- ÉVOLUTION DES SOLDES DE FONDS 15
- BILAN 16
- NOTES COMPLÉMENTAIRES 17

Rapport des vérificateurs

Aux membres du conseil d'administration du Fonds d'indemnisation des services financiers

Nous avons vérifié le bilan du Fonds d'indemnisation des services financiers au 31 décembre 2001 et les états des produits et charges et de l'évolution des soldes de fonds de l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction du Fonds d'indemnisation des services financiers. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en nous fondant sur notre vérification.

Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À notre avis, ces états financiers donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière du Fonds d'indemnisation des services financiers au 31 décembre 2001 ainsi que des résultats de ses activités et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus du Canada.

Les comptes de l'exercice terminé le 31 décembre 2000 présentés aux fins de comparaison proviennent d'états financiers vérifiés par d'autres vérificateurs.

Raymond Chabot Grant Thornton

Comptables agréés
Lévis
Le 11 février 2002

Produits et charges
de l'exercice terminé le 31 décembre 2001

	Fonds d'indemnisation des services financiers	Fonds d'indemnisation des assurances de personnes	Fonds d'indemnisation des assurances de dommages	Fonds d'indemnisation des planificateurs financiers	2001 TOTAL	2000 TOTAL
PRODUITS						
Cotisations	2 221 964 $	35 838 $			**2 257 802 $**	2 931 804 $
Interets	162 332 $	420 $	51 394 $	1 325 $	**215 471 $**	144 379 $
Revenus de subrogation		78 139 $			**78 139 $**	
	2 384 296 $	114 397 $	51 394 $	1 325 $	**2 551 412 $**	3 076 183 $
CHARGES						
Indemnisations	983 550 $	(506 521) $	41 437 $		**518 466 $**	2 110 763 $
Jetons de presence	39 105 $				**39 105 $**	32 925 $
Frais de déplacements	17 483 $				**17 483 $**	13 097 $
Télécommunications	1 897 $				**1 897 $**	
Honoraires de gestion	212 146 $				**212 146 $**	151 830 $
Charges locatives	8 507 $				**8 507 $**	9 161 $
Honoraires professionnels	75 753 $	19 553 $			**95 306 $**	46 322 $
Formation	2 960 $				**2 960 $**	38 $
Location de salles et d'équipement	897 $				**897 $**	132 $
Publicité						124 $
Assurances	103 468 $		19 591 $		**123 059 $**	10 378 $
Fournitures de bureau et messagerie	2 996 $	306 $			**3 302 $**	5 803 $
Amortissement des immobilisations	1 202 $				**1 202 $**	
Intérêts et frais bancaires	211 $	3 088 $			**3 299 $**	988 $
	1 450 175 $	(483 574) $	61 028 $		**1 027 629 $**	2 381 561 $
EXCÉDENT (INSUFFISANCE) DES PRODUITS PAR RAPPORT AUX CHARGES	934 121 $	597 971 $	(9 634) $	1 325 $	**1 523 783 $**	694 622 $

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Évolution des soldes de fonds
de l'exercice terminé le 31 décembre 2001

	Investis en immobilisations	Fonds d'indemnisation des services financiers	Fonds d'indemnisation des assurances de personnes	Fonds d'indemnisation des assurances de dommages	Fonds d'indemnisation des planificateurs financiers	2001 TOTAL	2000 TOTAL
Solde au début		1 454 947 $	(1 207 746) $	1 015 842 $	30 745 $	**1 293 788 $**	599 166 $
Excédent (insuffisance) des produits par rapport aux charges	(1 202) $	935 323 $	597 971 $	(9 634) $	1 325 $	**1 523 783 $**	694 622 $
Acquisition d'immobilisations	6 678 $	(6 678) $					
Solde à la fin	5 476 $	2 383 592 $	(609 775) $	1 006 208 $	32 070 $	**2 817 571 $**	1 293 788 $

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Produits et charges

de l'exercice terminé le 31 décembre 2001

	Fonds d'indemnisation des services financiers	Fonds d'indemnisation des assurances de personnes	Fonds d'indemnisation des assurances de dommages	Fonds d'indemnisation des planificateurs financiers	2001 TOTAL	2000 TOTAL
PRODUITS						
Cotisations	2 221 964 $	35 838 $			2 257 802 $	2 931 804 $
Intérêts	162 332 $	420 $	51 394 $	1 325 $	215 471 $	144 379 $
Revenus de subrogation		78 139 $			78 139 $	
	2 384 296 $	114 397 $	51 394 $	1 325 $	2 551 412 $	3 076 183 $
CHARGES						
Indemnisations	983 550 $	(506 521) $	41 437 $		518 466 $	2 110 763 $
Jetons de présence	39 105 $				39 105 $	32 925 $
Frais de déplacements	17 483 $				17 483 $	13 097 $
Télécommunications	1 897 $				1 897 $	
Honoraires de gestion	212 146 $				212 146 $	151 830 $
Charges locatives	8 507 $				8 507 $	9 161 $
Honoraires professionnels	75 753 $	19 553 $			95 306 $	46 322 $
Formation	2 960 $				2 960 $	38 $
Location de salles et d'équipement	897 $				897 $	132 $
Publicité						124 $
Assurances	103 468 $		19 591 $		123 059 $	10 378 $
Fournitures de bureau et messagerie	2 996 $	306 $			3 302 $	5 803 $
Amortissement des immobilisations	1 202 $				1 202 $	
Intérêts et frais bancaires	211 $	3 088 $			3 299 $	888 $
	1 450 175 $	(483 574) $	61 028 $		1 027 629 $	2 381 561 $
EXCÉDENT (INSUFFISANCE) DES PRODUITS PAR RAPPORT AUX CHARGES	934 121 $	597 971 $	(9 634) $	1 325 $	1 523 783 $	694 622 $

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Évolution des soldes de fonds

de l'exercice terminé le 31 décembre 2001

	Investis en immobilisations	Fonds d'indemnisation des services financiers	Fonds d'indemnisation des assurances de personnes	Fonds d'indemnisation des assurances de dommages	Fonds d'indemnisation des planificateurs financiers	2001 TOTAL	2000 TOTAL
Solde au début		1 464 947 $	(1 207 746) $	1 015 842 $	30 745 $	1 293 788 $	599 166 $
Excédent (insuffisance) des produits par rapport aux charges	(1 202) $	935 323 $	597 971 $	(9 634) $	1 325 $	1 523 783 $	694 622 $
Acquisition d'immobilisations	6 678 $	(6 678) $					
Solde à la fin	5 476 $	2 383 592 $	(609 775) $	1 006 208 $	32 070 $	2 817 571 $	1 293 788 $

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Fonds d'indemnisation des services financiers
Etats financiers au 31 décembre 2001

Bilan
au 31 décembre 2001

	Fonds d'indemnisation des services financiers	Fonds d'indemnisation des assurances de personnes	Fonds d'indemnisation des assurances de dommages	Fonds d'indemnisation des planificateurs financiers	2001 TOTAL	2000 TOTAL
ACTIF						
Actif à court terme						
Encaisse	6 897 $		273 $		**7 170 $**	173 344 $
Dépôts à terme, 1,90 % à 5,83 %, échéant à différentes dates jusqu'en décembre 2002	4 207 789 $	39 000 $	1 105 387 $	32 070 $	**5 384 246 $**	3 648 259 $
Débiteurs (note 3)	100 273 $	92 581 $	14 558 $		**207 412 $**	234 696 $
Frais payés d'avance	66 247 $		5 206 $		**71 453 $**	105 000 $
	4 381 206 $	131 581 $	1 125 424 $	32 070 $	**5 670 281 $**	4 161 299 $
Dépôt à terme, 4,09 %, échéant en novembre 2004	518 665 $				**518 665 $**	
Immobilisations (note 4)	5 476 $				**5 476 $**	
	4 905 347 $	131 581 $	1 125 424 $	32 070 $	**6 194 422 $**	4 161 299 $
PASSIF						
Passif à court terme						
Découvert bancaire		117 219 $			**117 219 $**	20 673 $
Emprunt bancaire (note 5)		150 000 $			**150 000 $**	
Créditeurs (note 6)	42 951 $	13 827 $			**56 778 $**	43 445 $
Indemnisations à payer (note 7)	2 473 328 $	460 310 $	119 216 $		**3 052 854 $**	2 803 393 $
	2 516 279 $	741 356 $	119 216 $		**3 376 851 $**	2 867 511 $
SOLDE DE FONDS						
Investis en immobilisations	5 476 $				**5 476 $**	
Non affectés	2 383 592 $	(609 775) $	1 006 208 $	32 070 $	**2 812 095 $**	1 293 788 $
	4 905 347 $	131 581 $	1 125 424 $	32 070 $	**6 194 422 $**	4 161 299 $

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Pour le conseil,

Administrateur

Administrateur

1. STATUTS ET NATURE DES ACTIVITÉS

Le Fonds d'indemnisation des services financiers est un fonds constitué en vertu de la Loi sur la distribution de produits et services financiers, sanctionnée le 20 juin 1998 par le gouvernement du Québec. À partir du 1er octobre 1999, ce fonds a pris la relève des fonds correspondants créés en vertu de la Loi sur les intermédiaires de marché.

Parmi les actifs du Fonds d'indemnisation des services financiers se retrouvent trois patrimoines distincts composés de sommes provenant du Fonds d'indemnisation des assurances de dommages, du Fonds d'indemnisation des assurances de personnes et du Fonds d'indemnisation des planificateurs financiers.

Le Fonds d'indemnisation des services financiers a pour objet d'administrer les sommes d'argent qui y sont déposées. Il a également pour mission d'indemniser les personnes ayant subi un préjudice à la suite d'une fraude, d'une manœuvre dolosive ou d'un détournement de fonds dont un cabinet, un représentant autonome ou une société autonome peut être tenu responsable dans le cadre de ses activités. Il a aussi le mandat de prendre en charge les dossiers des réclamations déposés aux anciens fonds et de statuer sur l'admissibilité pour paiement des réclamations découlant d'actes survenus entre le 1er septembre 1991 et le 30 septembre 1999 conformément aux règles édictées par la Loi sur les intermédiaires de marché.

2. CONVENTIONS COMPTABLES

Estimations comptables
Pour dresser des états financiers conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada, la direction de l'organisme doit faire des estimations et poser des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés dans les états financiers et les notes afférentes. Ces estimations sont fondées sur la connaissance que la direction possède des événements en cours et sur les mesures que l'organisme pourrait prendre à l'avenir. Les résultats réels pourraient être différents de ces estimations.

Constatation des produits
Les revenus de cotisation sont comptabilisés dès que le Bureau des services financiers perçoit lesdites sommes.

Amortissement
Les immobilisations sont comptabilisées au coût et amorties en fonction de leur durée probable d'utilisation selon la méthode de l'amortissement linéaire selon les périodes suivantes :

- Matériel informatique et logiciels **3 ans**
- Mobilier et équipement de bureau **5 ans**

3. DÉBITEURS

	Fonds d'indemnisation des services financiers	Fonds d'indemnisation des assurances de personnes	Fonds d'indemnisation des assurances de dommages	2001 TOTAL	2000 TOTAL
Intérêts courus	24 592 $	57 $	14 558 $	**39 207 $**	21 113 $
Bureau des services financiers	75 681 $	16 170 $		**91 851 $**	198 581 $
Effet à recevoir d'autres fonds					15 002 $
Autres débiteurs		76 354 $		**76 354 $**	
	100 273 $	92 581 $	14 558 $	**207 412 $**	234 696 $

Fonds d'indemnisation des services financiers
États financiers au 31 décembre 2001

Bilan
au 31 décembre 2001

	Fonds d'indemnisation des services financiers	Fonds d'indemnisation des assurances de personnes	Fonds d'indemnisation des assurances de dommages	Fonds d'indemnisation des planificateurs financiers	2001 TOTAL	2000 TOTAL
ACTIF						
Actif à court terme						
Encaisse	6 897 $		273 $		7 170 $	133 844 $
Dépôts à terme, 1,90 % à 5,83 %, échéant à différentes dates jusqu'en décembre 2002	4 297 789 $	39 000 $	1 106 287 $	37 070 $	5 384 246 $	3 648 259 $
Débiteurs (note 3)	100 273 $	92 561 $	14 578 $		207 412 $	234 600 $
Frais payés d'avance	66 247 $		5 206 $		71 453 $	105 100 $
	4 381 206 $	131 561 $	1 126 474 $	37 070 $	5 670 281 $	4 121 299 $
Dépôt à terme, 4,09 %, échéant en novembre 2004	518 665 $				518 665 $	
Immobilisations (note 4)	5 476 $				5 476 $	
	4 905 347 $	131 561 $	1 126 474 $	37 070 $	6 194 422 $	4 121 299 $
PASSIF						
Passif à court terme						
Découvert bancaire		117 219 $			117 219 $	20 673 $
Emprunt bancaire (note 6)		150 000 $			150 000 $	
Créditeurs (note 5)	42 951 $	13 827 $			56 778 $	41 445 $
Indemnisations à payer (note 7)	2 473 328 $	400 310 $	119 216 $		3 052 854 $	2 803 193 $
	2 516 279 $	141 356 $	119 216 $		3 376 851 $	2 865 311 $
SOLDE DE FONDS						
Investi en immobilisations	5 476 $				5 476 $	
Non affecté	2 383 592 $	(809 795) $	1 006 258 $	37 070 $	2 812 095 $	1 255 988 $
	4 905 347 $	131 561 $	1 125 474 $	37 070 $	6 194 422 $	4 121 299 $

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Pour le conseil,

Administrateur

Administrateur

1. STATUTS ET NATURE DES ACTIVITÉS

Le Fonds d'indemnisation des services financiers est un fonds constitué en vertu de la Loi sur la distribution de produits et services financiers, sanctionnée le 20 juin 1998 par le gouvernement du Québec. À partir du 1er octobre 1999, ce fonds a pris la relève des fonds correspondants créés en vertu de la Loi sur les intermédiaires de marché.

Parmi les actifs du Fonds d'indemnisation des services financiers se retrouvent trois patrimoines distincts composés de sommes provenant du Fonds d'indemnisation des assurances de dommages, du Fonds d'indemnisation des assurances de personnes et du Fonds d'indemnisation des planificateurs financiers.

Le Fonds d'indemnisation des services financiers a pour objet d'administrer les sommes d'argent qui y sont déposées. Il a également pour mission d'indemniser les personnes ayant subi un préjudice à la suite d'une fraude, d'une manœuvre dolosive ou d'un détournement de fonds dont un cabinet, un représentant autonome ou une société autonome peut être tenu responsable dans le cadre de ses activités. Il a aussi le mandat de prendre en charge les dossiers des réclamations déposés aux anciens fonds et de statuer sur l'admissibilité pour paiement des réclamations découlant d'actes survenus entre le 1er septembre 1991 et le 30 septembre 1999 conformément aux règles édictées par la Loi sur les intermédiaires de marché.

2. CONVENTIONS COMPTABLES

Estimations comptables

Pour dresser des états financiers conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada, la direction de l'organisme doit faire des estimations et poser des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés dans les états financiers et les notes afférentes. Ces estimations sont fondées sur la connaissance que la direction possède des événements en cours et sur les mesures que l'organisme pourrait prendre à l'avenir. Les résultats réels pourraient être différents de ces estimations.

Constatation des produits

Les revenus de cotisation sont comptabilisés dès que le Bureau des services financiers perçoit lesdites sommes.

Amortissement

Les immobilisations sont comptabilisées au coût et amorties en fonction de leur durée probable d'utilisation selon la méthode de l'amortissement linéaire selon les périodes suivantes :

- Matériel informatique et logiciels 3 ans
- Mobilier et équipement de bureau 5 ans

3. DÉBITEURS

	Fonds d'indemnisation des services financiers	Fonds d'indemnisation des assurances de personnes	Fonds d'indemnisation des assurances de dommages	2001 TOTAL	2000 TOTAL
[illegible]	[illegible] $	[illegible] $	[illegible] $	39 207 $	[illegible] $
[illegible]	[illegible] $	[illegible] $	[illegible] $	91 851 $	[illegible] $
[illegible]					[illegible] $
[illegible]					[illegible] $
[illegible]				76 334 $	
	[illegible] $	[illegible] $	[illegible] $	207 412 $	[illegible] $

Fonds d'indemnisation des services financiers
Notes complémentaires au 31 décembre 2001

4. IMMOBILISATIONS

	Coût	Amortissement cumulé	Coût non amorti
Matériel informatique	2 007 $	700 $	1 307 $
Mobilier et équipement de bureau	4 671 $	502 $	4 169 $
	6 678 $	1 202 $	5 476 $

5. EMPRUNTS BANCAIRES

Les emprunts bancaires, d'un montant autorisé de 2 500 000 $, portent intérêt au taux préférentiel moins 0,8 % et au taux préférentiel plus 0,3 % et sont renégociables annuellement.

6. CRÉDITEURS

	Fonds d'indemnisation des services financiers	Fonds d'indemnisation des assurances de personnes	2001 TOTAL	2000 TOTAL
Comptes fournisseurs	42 951 $	13 827 $	56 778 $	29 883 $
Effet à payer à d'autres fonds				75 782 $
	42 951 $	13 827 $	56 778 $	41 665 $

7. INDEMNISATIONS À PAYER

Le montant des indemnisations à payer relatives aux sinistres rapportés et à ceux qui ne sont pas rapportés, établi par les actuaires de l'organisme, est fondé sur les faits connus et sur l'interprétation des circonstances en tenant compte de l'expérience dans des dossiers similaires, des tendances historiques en matière de règlement de sinistres, des sinistres réglés, du nombre de sinistres non réglés et de la fréquence des sinistres. Les sommes en cause ont fait l'objet d'actualisation pour tenir compte de la valeur de l'argent dans le temps.

La charge d'indemnisation à l'état des produits et charges est essentiellement constituée de la variation de la provision pour indemnisation de l'exercice par rapport à l'exercice précédent et des déboursés d'indemnisation effectués au cours de l'exercice.

Le tableau suivant résume l'évolution des indemnisations à payer :

	Fonds d'indemnisation des services financiers	Fonds d'indemnisation des assurances de personnes	Fonds d'indemnisation des assurances de dommages	2001 TOTAL	2000 TOTAL
Solde au début	1 514 778 $	1 210 836 $	77 779 $	2 803 393 $	1 131 415 $
Provision de l'exercice	933 550 $	(305 521) $	41 437 $	518 466 $	2 710 763 $
Sinistres réglés au cours de l'exercice	(75 000) $	(1 244 005) $		(1 269 005) $	(1 038 785) $
Solde à la fin	2 373 328 $	660 310 $	119 216 $	3 052 854 $	2 803 393 $

4. IMMOBILISATIONS

	Coût	Amortissement cumulé	Coût non amorti
Matériel informatique	2 007 $	700 $	1 307 $
Mobilier et équipement de bureau	4 671 $	502 $	4 169 $
	6 678 $	1 202 $	5 476 $

5. EMPRUNTS BANCAIRES

Les emprunts bancaires, d'un montant autorisé de 2 500 000$, portent intérêt au taux préférentiel moins 0,8% et au taux préférentiel plus 0,3% et sont renégociables annuellement.

6. CRÉDITEURS

	Fonds d'indemnisation des services financiers	Fonds d'indemnisation des assurances de personnes	2001 TOTAL	2000 TOTAL
Comptes fournisseurs	42 951 $	13 827 $	**56 778 $**	28 443 $
Effet à payer à d'autres fonds				15 002 $
	42 951 $	13 827 $	**56 778 $**	43 445 $

7. INDEMNISATIONS À PAYER

Le montant des indemnisations à payer relatives aux sinistres rapportés et à ceux qui ne sont pas rapportés, établi par les actuaires de l'organisme, est fondé sur les faits connus et sur l'interprétation des circonstances en tenant compte de l'expérience dans des dossiers similaires, des tendances historiques en matière de règlement de sinistres, des sinistres réglés, du nombre de sinistres non réglés et de la fréquence des sinistres. Les sommes en cause ont fait l'objet d'actualisation pour tenir compte de la valeur de l'argent dans le temps.

La charge d'indemnisation à l'état des produits et charges est essentiellement constituée de la variation de la provision pour indemnisation de l'exercice par rapport à l'exercice précédent et des déboursés d'indemnisation effectués au cours de l'exercice.

Le tableau suivant résume l'évolution des indemnisations à payer:

	Fonds d'indemnisation des services financiers	Fonds d'indemnisation des assurances de personnes	Fonds d'indemnisation des assurances de dommages	2001 TOTAL	2000 TOTAL
Solde au début	1 514 778 $	1 210 836 $	77 779 $	**2 803 393 $**	1 131 415 $
Provision de l'exercice	983 550 $	(506 521) $	41 437 $	**518 466 $**	2 110 763 $
Sinistres réglés au cours de l'exercice	(25 000) $	(244 005) $		**(269 005) $**	(438 785) $
Solde à la fin	2 473 328 $	460 310 $	119 216 $	**3 052 854 $**	2 803 393 $

8. ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE

Aucun état des flux de trésorerie n'a été présenté puisque les principales activités d'exploitation, d'investissement et de financement sont évidentes à la lecture des autres états financiers et qu'il n'apporterait aucune information supplémentaire.

9. OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS

Le Bureau des services financiers exerce un contrôle sur le Fonds d'indemnisation des services financiers en nommant les membres du conseil d'administration de ce dernier en vertu de la Loi sur la distribution de produits et services financiers. Il établit également le règlement intérieur et a édicté des règlements régissant l'administration du Fonds d'indemnisation des services financiers et l'admissibilité d'une réclamation qui y est déposée. Les responsabilités d'administrer les sommes d'argent qui sont déposées et de statuer sur l'admissibilité des réclamations reviennent au Fonds d'indemnisation des services financiers. De plus, il décide des dépenses requises pour son fonctionnement.

Le Bureau des services financiers met à la disposition du Fonds d'indemnisation des services financiers des ressources humaines, des immobilisations et des espaces locatifs. Au cours de l'exercice, le Bureau des services financiers a chargé une somme de 220 653 $ (160 991 $ en 2000) pour l'utilisation des ces ressources. Ces opérations ont été conclues dans le cours normal des activités des organismes et ont été mesurées à la valeur d'échange, soit la valeur établie et acceptée par les parties. Au 31 décembre 2001, le Fonds d'indemnisation des services financiers devait une somme de 23 699 $ (89 568 $ en 2000) relativement à ces services.

De plus, le Bureau des services financiers perçoit les cotisations pour le compte du Fonds d'indemnisation des services financiers. Les cotisants au Fonds d'indemnisation des services financiers sont les cabinets, sociétés autonomes et représentants autonomes inscrits au Bureau des services financiers. Au 31 décembre 2001, le Bureau des services financiers avait un solde de cotisations à remettre au Fonds d'indemnisation des services financiers de 115 550 $ (288 149 $ en 2000).

10. ÉVENTUALITÉ

L'organisme fait l'objet d'une poursuite pour un montant d'environ 220 000 $ concernant des décisions de refus d'indemnisation dans le cadre de ses activités. Les administrateurs sont d'avis que cette poursuite est non fondée et, par conséquent, aucune provision n'a été comptabilisée aux livres à cet égard.

Rédaction
Fonds d'indemnisation des services financiers

Conception graphique
Bleu Outremer

Impression
Litho-Acme Renaissance

Tirage
750 copies

Rapport annuel 2001
ISBN 2-9807530-0-9
Dépôt légal – Bibliothèque nationale du Québec 2002
Dépôt légal – Bibliothèque nationale du Canada 2002

Fonds d'indemnisation des services financiers

2001 annual report

Table of Contents

COVERING LETTER	2
MISSION	3
PRESENTATION OF THE TEAM OF THE FISF	5
PRESIDENT'S MESSAGE	7
CLAIMS PROCESSED IN 2001	9
AUDITOR'S REPORT AND FINANCIAL STATEMENTS	13

Covering Letter

Ms. Louise Champoux-Paillé
President

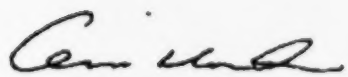
Bureau des services financiers
140, Grande-Allée Est, bureau 300
Québec (Québec) G1R 5M8

Dear Madam:

I am pleased to submit the 2001 Annual Report of the Fonds d'indemnisation des services financiers, in accordance with section 283 of the *Act respecting the distribution of financial products and services.*

You will find an account of our operations as well as the audited financial statements.

Yours very truly,



Gilbert Lalonde
President
Fonds d'indemnisation des services financiers

Mission and operation of the Fonds d'indemnisation des services financiers

The Fonds d'indemnisation des services financiers (FISF) was created by the *Act respecting the distribution of financial products and services* (Bill 188), which came into force in Québec on October 1, 1999.

The mission of the FISF is to compensate financially the victims of fraud, fraudulent tactics or embezzlement taking place within the context of the distribution of financial products and services, in the eight sectors of activities covered by the Act, namely:

1. insurance of persons;
2. group insurance of persons;
3. damage insurance;
4. claims adjustment;
5. financial planning;
6. group savings plan brokerage;
7. investment contract brokerage;
8. scholarship plan brokerage.

The Act and the regulations of the Bureau des services financiers define the conditions under which the FISF may provide protection. Thus, consumers may be compensated for the losses sustained as a result of fraudulent tactics for which a business registered with the Bureau would be responsible, for a maximum of $200,000 per claim.

Consumers may thus rely on a process that is diverted from court proceedings, which means that without being represented by an attorney, or taking legal action, they may obtain compensation. Consumers that have been wronged only have to complete the "claim form of the Fonds d'indemnisation des services financiers" or to file a claim in writing. The claim must be submitted in the year following the discovery of the fraud.

The FISF's mandate is to analyze the claims received in order to rule on their eligibility, and to decide on the amount of compensation to be paid. The Fonds d'indemnisation des services financiers is also responsible for the administration of the sums of money deposited by contributors. On the basis of actuarial analyses, it determines at what level its reserves must be maintained and, consequently, at what amount the contributions payable should be set.

The Fonds d'indemnisation des services financiers is therefore entirely financed by the "industry," more specifically by the contributions paid by the persons registered with the Bureau des services financiers. The Bureau is the organization responsible for issuing rights to practice to the representatives and the businesses subject to the Act, and it collects the contributions on behalf of the FISF. These contributions are compulsory and annual; otherwise the right to practice is not issued.

The FISF is administered by a seven-member board of directors, two of whom are chosen to represent the general public; the five other members are professionals representing the various sectors of activities of the industry. The decisions of the FISF are final and may not be appealed.

Mission

Continuity with the protection measures of the past

With a concern for the continuity of the protection mechanisms put in place in 1989 by the *Act respecting market intermediaries* (Bill 134, which was replaced by Bill 188), the FISF is also responsible for ruling on claims resulting from cases of fraud perpetrated between September 1, 1991, and September 30, 1999. (To this date, the FISF still receives claims dating back to that period.)

The three Compensation Funds that existed under Bill 134 were dissolved on October 1, 1999 with the arrival of the new multi-sector Fund, the FISF. Since that date, all the contributions collected from the industry have been deposited with the Fonds d'indemnisation des services financiers.

However, the sums remaining in the former funds continue to be managed as "separate funds", until at least 2004. Claims arising from cases of fraud committed prior to October 1, 1999, are therefore compensated in accordance with the rules of Bill 134, and using the amounts deposited in these separate funds. Bill 188 also stipulates that the FISF must use the one-time contribution mechanism should the reserves of the separate funds prove insufficient (section 560).

Time when the fraud was committed	Relevant legislation	Fund concerned	Sectors covered	Compensation ceiling	Financing (contributions)
Since October 1, 1999	*Act respecting the distribution of financial products and services* (Bill 188)	A single multi-sector fund: the **Fonds d'indemnisation des services financiers (FISF)**	1. insurance of persons 2. group insurance of persons 3. damage insurance 4. claims adjustment 5. financial planning 6. group savings plan brokerage 7. investment contract brokerage 8. scholarship plan brokerage	$200,000 per claimant	Since October 1, 1999: ALL THE CONTRIBUTIONS collected from the industry have been deposited in the FISF.
Between September 1, 1991 and September 30, 1999	*Act respecting market intermediaries* (Bill 134)	"Separate fund for the insurance of persons sector" **(former FIAP)**	insurance of persons group insurance of persons financial planning	$60,000 per claimant $120,000 per intermediary	Since October 1, 1999: NO REGULAR CONTRIBUTION has been deposited (A special contribution is planned for the insurance of persons sector in 2002.)
		"Separate fund for the damage insurance sector" **(former FIAD)**	damage insurance claims adjustment	$25,000 per claimant $100,000 per intermediary	
		"Separate fund for financial planners" **(former FIPF)**	Financial planning (for those individuals who work only in this sector and who were under the supervision of the Inspecteur général des institutions financières)	Amount set according to each case	
		(No Compensation Fund for fraud existed for restricted practice securities brokerage.)			

Presentation of the Team of the FISF

Board of Directors of the Fonds d'indemnisation des services financiers

The Fonds d'indemnisation des services financiers is administered by a seven-member board of directors, two of whom are chosen to represent the general public. All the members are appointed by the Bureau des services financiers for a three-year term.

Board of Directors of the Fonds d'indemnisation des services financiers

Sitting: Chantal Doucet, Gilbert Lalonde, Lise Tremblay, John Ruggieri
Standing: Aline Duplessis, Pierre A. Hébert, Claude Brosseau

President
Gilbert Lalonde, Financial Security Advisor,
Group Savings Plan Representative, Chartered Life Underwriter (C.L.U.)

Vice President
Lise Tremblay, Attorney, Director,
Centre de Montréal de l'École du Barreau
Represents the general public

Claude Brosseau, Financial Security Advisor, Damage Insurance Broker,
Group Savings Plan Representative, Associate Insurance broker (A.I.B.)

Chantal Doucet, Claims adjuster, Associate Insurance Institute of Canada (A.I.I.C.)

Aline Duplessis, Consumer Adviser,
Service d'aide au consommateur
Represents the general public

Pierre A. Hébert, Financial Security Advisor,
Group Savings Plan Representative, Financial Planner,
membrer of the Ordre des administrateurs agréés du Québec

John Ruggieri, Financial Security Advisor,
Financial Planner, Chartered Life Underwriter (C.L.U.)

Permanent collaborators of the Fonds d'indemnisation des services financiers

Annie Pigeon, Attorney, Coordinator

Hélène Gagnon, Executive Assistant

Isabelle Hébert , Attorney, Analyst

Patricia Nolin, Attorney, Analyst

Anne-Marie Beaudoin, Attorney, Corporate Secretary

Josée Renaud, Attorney, Contract Analyst

Consulting Actuary

Xavier Bénarosch
Assistant Manager, Ernst & Young

INFORMATION

Fonds d'indemnisation des services financiers

140, Grande-Allée Est, Suite 300
Québec (Québec) G1R 5M8

Website	**www.bsf-qc.com**
E-mail	**fonds@bsf-qc.com**
Administration	**(418) 525-6273 extension 312** **1 877 525-6273 extension 312**

Information and Referral Centre

1 866 338-FOND
1 866 338-3663

President's Message

In 2001, two events marked more particularly the activities of the Fonds d'indemnisation des services financiers (FISF): the analysis of the 160 claims relative to the "AVP-L'Alternative" case, and the establishment of the "2002 contribution on representatives in insurance of persons".

"AVP-L'Alternative" : a major issue that left its mark in year 2001

Certain claims were filed in 2000, others in 2001, but all of the 160 cases of what is now referred to as the "AVP-L'Alternative" case were examined in year 2001. It is important to point out that this case brings us back to the *Act respecting market intermediaries* (Bill 134), since the facts took place between September 1, 1991, and September 30, 1999.

The table "Amounts relative to the claims on which a decision of the FISF was made in 2001" clearly indicates the importance of the amounts at stake. We understand why the 160 claimants, who lost a total of more than eight million dollars, had very high expectations concerning the decision of the Fonds d'indemnisation des services financiers. It must however be specified that the FISF could have offered a total of close to $5,0,000 to all the claimants, considering the compensation ceilings applicable to the former FIAP fund and the limited number of intermediaries concerned by the claims.

In each case, the FISF completed an analysis of the circumstances of all the transactions that led to the claims. After a detailed and careful study, given the extent of the jurisdiction of the separate fund in insurance of persons (former FIAP, Bill 134), the Fonds d'indemnisation des services financiers was forced to refuse all the claims. The grounds for refusal were made known to all the claimants, and were also the object of a press release issued on October 15, 2001 (available on the FISF Website). It must be specified that the analysis of this difficult issue has raised questions that will be part of the reflection to be initiated by the FISF in 2002. (see "2002 Orientations" further on).

"2002 contribution on representatives in insurance of persons": a legal obligation to ensure continuity with the protection measures of the past

As the Fonds d'indemnisation des services financiers is responsible for ensuring the continuity of the protection measures that existed under the former legislation, it must also see to it that sufficient amounts are maintained in the former funds. In the 2000 Annual Report, we had already announced that the FISF planned to resort to the one-time contribution mechanism for representatives working in insurance of persons, effective from 2002.

In fact, the reserves of the former FIAP, estimated at $107,500 as of September 30, 1999, were used up in the normal course of its compensation activities. No particular case or file is responsible for this situation. An actuarial report established amounts that were missing between now and year 2004: just a little less than $805,000. This amount, divided by the number of representatives certified in insurance of persons, is equal to a contribution of $66.

On October 17, 2001, further to this recommendation of the consulting actuaries of the FISF, we adopted a resolution establishing the amount of the contribution required to allow the separate fund in insurance of persons (or the former FIAP fund) to continue to meet its obligations, as provided for under section 560 of the *Act respecting the distribution of financial products and services*.

This contribution will be collected from the representatives throughout year 2002. An official notice was published in the Bulletin of the Bureau des services financiers (BSF) of December 2001 and all relevant information is available on the FISF Website.

The FISF must maintain the amounts required for compensation for each of the separate funds. Public protection requires it.

Agreements tabled with the Commission d'acces à l'information du Québec

During the last months of year 2001, we concluded agreements for the exchange of information with the syndics of the Chambre de la sécurité financière and the Chambre de l'assurance de dommages. These agreements were accepted by the Commission d'accès à l'information du Québec, and will make it easier to process the files that are subject to both an examination by the Fonds d'indemnisation des services financiers and an investigation by the syndics and co-syndic of the Chambers.

2002 Orientations

In its ongoing activities in 2001, the Fonds d'indemnisation des services financiers noted that the claims that are filed are still mainly in fraught with acts committed before Bill 188 came into effect and are therefore attributable to the separate funds issuing from the former funds. This situation is the result of the short time frame since the Act was implemented, and the usual time taken by claimants to become aware of the frauds. Even though the experience of the FISF is somewhat limited with regard to the application of the new legislation, we were able to anticipate certain issues that we wish to tackle in 2002, in particular concerning the scope of the protection offered by the FISF when the fraud has to do with sums of money entrusted to acquire a financial product other than those that are authorized to a representative or a firm.

As a matter of fact, the growing multidisciplinarity and the emergence of mixed products may cause consumers to lose many benchmarks; they are thus facing the risk of being offered non-authorized financial products and services. In spite of the multi-sector scope of the FISF, it remains that full practice securities are not covered, and the losses resulting from fraudulent tactics committed by persons that are not authorized by the Bureau may not be compensated as such.

To maintain public confidence in compensation mechanisms, it is important to address this issue immediately. We will then be able to submit to the Bureau des services financiers or to other competent authorities the major elements of this reflection, in order to raise their awareness on this issue and to try to develop preventive approaches.

Thanks

I wish to thank all the members of the board of directors for their unwavering involvement since the Fonds d'indemnisation des services financiers was created. Their availability for the FISF allows us to benefit fully from their know-how and experience. The decisions that came out of our meetings were all the more informed. It is also my responsibility to congratulate and thank warmly the small but energetic team that works daily on the analysis of the files. Their devotion and professionalism are highly appreciated.

Claims Processed in 2001

Amounts relative to the claims on which a decision of the FISF was made in 2001

	Fund concerned by the claim	Gross amounts requested by the claimants	Actuarial reserves [1]	Amounts paid	Amounts refused (on the basis of the actuarial reserves)
Files opened in 1999	**former FIAP**	$40,000.00	$40,000.00	**$0**	$40,000.00
	former FIAD	under study	under study	under study	under study
	FISF	$0	not applicable	not applicable	not applicable
Files opened in 2000	**former FIAP**	$3,622,060.86 *including $2,943,019.91 for "AVP"* other files: $679,040.95*	$581,125.56 *including $309,600.00 for "AVP"* other files: $271,525.56*	**$232,927.00**	$426,713.57 *including $309,600.00 for "AVP"* other files: $117,113.57*
	former FIAD	under study	under study	under study	under study
	FISF	$48,478.82	$48,478.82	**$25,000.00**	$23,478.82
Files opened in 2001	**former FIAP**	$5,080,299.41 *including $5,069,221.29 for "AVP"* other files: $11,078.12*	$240,000.00 *in total for "AVP"**	**$11,078.12**	$240,000.00 *in total for "AVP"**
	former FIAD	under study	under study	under study	under study
	FISF	$62.00	$62.00	**$0**	$62.00
Total for 2001 (all funds)		$8,790,901.09 *including $8,012,241.10 for "AVP"* other files: $778,659.99*	$909,666.38 *including $549,600.00 for "AVP"* other files: $360,066.38*	**$269,005.12**	$730,254.39 *including $549,600.00 for "AVP"* other files: $180,654.39*

1. ***Actuarial reserves*** *are sums of money put aside to guarantee the payment of claims, according to actuarial principles, until a decision is made by the board of directors. The reserves are calculated in particular according to the compensation ceilings applicable.*

* *Amounts relative to the "AVP-L'Alternative" case, which alone represents 92% of the inadmissibility decisions made in 2001.*

Among the reasons leading to the refusal of claims in 2001:

- Some claims were refused because the product or the investment vehicle offered and in which the claimant accepted to invest was not supervised by the *Act respecting market intermediaries* or the *Act respecting the distribution of financial products and services* (business startup, shares, etc.).
- Others were refused because they involved a loan to the representative.
- Others yet had to be refused for lack of evidence, on a balance of probabilities, that a fraud, fraudulent tactics or embezzlement had been committed.
- Finally, some files were closed since a settlement was reached between the parties and other stakeholders.

Note*: The separate fund of "orphan" financial planners (who do not pursue activities in other sectors of the distribution of financial products and services for which the sale of products is authorized), the former FIPF fund, has not been subject to any claims since it has been created.*

Amounts relative to the cases still under study as of december 31, 2001

	Fund concerned by the claim	Gross amounts requested by the claimants	Actuarial reserves
Files opened in 1999	former FIAD	$49,324.69	$49,324.69
Files opened in 2000	former FIAP	$131,548.00	$19,879.20
	former FIAD	$132,334.00	$25,000.00
	FISF	$0	$0
Files opened in 2001	former FIAP	$1,453,595.10	$347,449.00
	former FIAD	$26,664.79	$26,664.79
	FISF	$350,223.83	$350,223.83
Total files under study (all funds)		$2,143,690.41	$818,541.51

Number of files under FISF management in 2001

Number of files under FISF management in 2001	Total amount of claims for the 188 files	Total amount involving the separate fund in insurance of persons (former FIAP)	Total amount involving the separate fund in damage insurance (former FIAD)	Total amount involving the Fonds d'indemnisation des services financiers (FISF)
188	**$10,844,175.50**	**$10,229,087.37**	**$208,323.48**	**$406,764.65**

Number of files "accepted" in 2001 (claims deemed admissible)	Number of files involving the separate fund in insurance of persons (former FIAP)	Number of files involving the separate fund in damage insurance (former FIAD)	Number of files involving the Fonds d'indemnisation des services financiers (FISF)
9	7	0	2

Number of files refused in 2001 (claims deemed inadmissible)	Number of files involving the separate fund in insurance of persons (former FIAP)	Number of files involving the separate fund in damage insurance (former FIAD)	Number of files involving the Fonds d'indemnisation des services financiers (FISF)
179	174 *including 160 for "AVP"	0	5

Reserve for compensation for year 2001, as of December 31, 2001

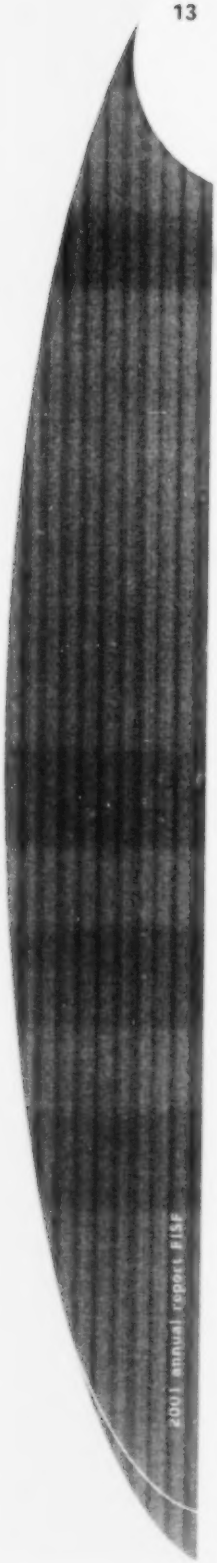
	former FIAP	former FIAD	FISF
Known claims Amounts claimed likely to be paid	$247,328	$90,891	$350,592
Frauds that occurred but unreported*	$212,982	$28,325	$2,122,736
Total compensation reserve (actuarial report)	$460,310	$119,216	$2,473,328

** including the margins for unfavorable variances and the realization factor*

Amounts paid since the creation of the FISF, as of October 1, 1999

Amounts funded (on the basis of the applicable ceilings) All funds	Amounts refused (on the basis of the actuarial reserves) All funds	Amounts under study All funds	AMOUNTS PAID ALL FUNDS
$2,578,644.73 For 314 files	$894,995.44 For 201 files	$833,187.51 For 51 files	**$847,287.13 FOR 62 FILES**

The Fonds d'indemnisation des services financiers paid close to 850,000 dollars between October 1, 1999, and December 31, 2001 (27 months of operation).



Financial Statements, December 31, 2001

AUDITORS' REPORT 14

FINANCIAL STATEMENTS

- REVENUES AND EXPENSES 15
- CHANGES IN FUND BALANCES 15
- BALANCE SHEET 16
- NOTES TO FINANCIAL STATEMENTS 17

Auditors' Report

To the Directors of Fonds d'indemnisation des services financiers

We have audited the balance sheet of Fonds d'indemnisation des services financiers as at December 31, 2001 and the statements of revenues and expenses and changes in fund balances for the year then ended. These financial statements are the responsibility of the Fonds d'indemnisation des services financiers's management. Our responsibility is to express an opinion on these financial statements based on our audit.

We conducted our audit in accordance with Canadian generally accepted auditing standards. Those standards require that we plan and perform an audit to obtain reasonable assurance whether the financial statements are free of material misstatement. An audit includes examining, on a test basis, evidence supporting the amounts and disclosures in the financial statements. An audit also includes assessing the accounting principles used and significant estimates made by management, as well as evaluating the overall financial statement presentation.

In our opinion, these financial statements present fairly, in all material respects, the financial position of the Fonds d'indemnisation des services financiers as at December 31, 2001 and the results of its operations and its cash flows for the year then ended in accordance with Canadian generally accepted accounting principles.

The accounts for the year ended December 31, 2000, shown for comparative purposes, were reported on by other auditors.

Raymond Chabot Grant Thornton

Chartered Accountants
Lévis
February 11, 2002

Fonds d'indemnisation des services financiers

Financial Statements, December 31, 2001

Revenues and Expenses

For the year ended December 31, 2001

	Fonds d'indemnisation des services financiers	Fonds d'indemnisation des assurances de personnes	Fonds d'indemnisation des assurances de dommages	Fonds d'indemnisation des planificateurs financiers	2001 TOTAL	2000 TOTAL
REVENUES						
Contributions	$ 2,221,964	$ 35,838			**$ 2,257,802**	$ 2,931,804
Interest	$ 162,332	$ 420	$ 51,394	$ 1,325	**$ 215,471**	$ 144,379
Subrogation Revenue		$ 78,139			**$ 78,139**	
	$ 2,384,296	$ 114,397	$ 51,394	$ 1,325	**$ 2,551,412**	$ 3,076,183
EXPENSES						
Compensation	$ 983,550	$ (506,521)	$ 41,437		**$ 518,466**	$ 2,110,763
Directors' Fees	$ 39,105				**$ 39,105**	$ 32,925
Travel Expenses	$ 17,483				**$ 17,483**	$ 13,097
Telecommunications	$ 1,897				**$ 1,897**	
Management Fees	$ 212,146				**$ 212,146**	$ 151,830
Rental Expenses	$ 8,507				**$ 8,507**	$ 9,161
Professional Fees	$ 75,753	$ 19,553			**$ 95,306**	$ 46,322
Training	$ 2,960				**$ 2,960**	$ 38
Rental of Rooms	$ 897				**$ 897**	$ 132
Advertising						$ 124
Insurance	$ 103,468		$ 19,591		**$ 123,059**	$ 10,378
Office Supplies and Courier	$ 2,996	$ 306			**$ 3,302**	$ 5,803
Amortization of Capital Assets	$ 1,202				**$ 1,202**	
Interest and Bank Charges	$ 211	$ 3,088			**$ 3,299**	$ 988
	$ 1,450,175	$ (483,574)	$ 61,028		**$ 1,027,629**	$ 2,381,561
EXCESS (DEFICIENCY) OF REVENUES OVER EXPENSES	$ 934,121	$ 597,971	$ (9,634)	$ 1,325	**$ 1,523,783**	$ 694,622

The accompanying notes are an integral part of the financial statements.

Changes in Fund Balances

For the year ended December 31, 2001

	Invested in Capital Assets	Fonds d'indemnisation des services financiers	Fonds d'indemnisation des assurances de personnes	Fonds d'indemnisation des assurances de dommages	Fonds d'indemnisation des planificateurs financiers	2001 TOTAL	2000 TOTAL
Balance at Beginning of Year		$ 1,454,947	$(1,207,746)	$ 1,015,842	$ 30,745	**$ 1,293,788**	$ 599,166
Excess (Deficiency) of Revenues over Expenses	$ (1,202)	$ 935,323	$ 597,971	$ (9,634)	$ 1,325	**$ 1,523,783**	$ 694,622
Acquisition of Capital Assets	$ 6,678	$ (6,678)					
Balance at End of Year	$ 5,476	$ 2,383,592	$ (609,775)	$ 1,006,208	$ 32,070	**$ 2,817,571**	$ 1,293,788

The accompanying notes are an integral part of the financial statements.

Fonds d'indemnisation des services financiers
Financial Statements, December 31, 2001

Balance Sheet
December 31, 2001

	Fonds d'indemnisation des services financiers	Fonds d'indemnisation des assurances de personnes	Fonds d'indemnisation des assurances de dommages	Fonds d'indemnisation des planificateurs financiers	2001 TOTAL	2000 TOTAL
ASSETS						
Current Assets						
Cash	$ 6,897		$ 273		$ 7,170	$ 173,344
Term Deposits, 1.90% to 5.83%, maturing on various dates to December 2002	$ 4,207,789	$ 39,000	$ 1,105,387	$ 32,070	$ 5,384,246	$ 3,648,259
Accounts Receivable (note 3)	$ 100,273	$ 92,581	$ 14,558		$ 207,412	$ 234,696
Prepaid Expenses	$ 66,247		$ 5,206		$ 71,453	$ 105,000
	$ 4,381,206	$ 131,581	$ 1,125,424	$ 32,070	$ 5,670,281	$ 4,161,299
Term Deposit, 4.09%, maturing in November 2004	$ 518,665				$ 518,665	
Capital Assets (note 4)	$ 5,476				$ 5,476	
	$ 4,905,347	$ 131,581	$ 1,125,424	$ 32,070	$ 6,194,422	$ 4,161,299
LIABILITIES						
Current Liabilities						
Bank Overdraft		$ 117,219			$ 117,219	$ 20,673
Bank Loan (note 5)		$ 150,000			$ 150,000	
Accounts Payable (note 6)	$ 42,951	$ 13,827			$ 56,778	$ 43,445
Compensation Payable (note 7)	$ 2,473,328	$ 460,310	$ 119,216		$ 3,052,854	$ 2,803,393
	$ 2,516,279	$ 741,356	$ 119,216		$ 3,376,851	$ 2,867,511
FUND BALANCES						
Invested in Capital Assets	$ 5,476				$ 5,476	
Unrestricted	$ 2,383,592	$ (609,775)	$ 1,006,208	$ 32,070	$ 2,812,095	$ 1,293,788
	$ 4,905,347	$ 131,581	$ 1,125,424	$ 32,070	$ 6,194,422	$ 4,161,299

The accompanying notes are an integral part of the financial statements.

On behalf of the Board,

Director

Director

Fonds d'indemnisation des services financiers
Financial Statements, December 31, 2001

Revenues and Expenses
For the year ended December 31, 2001

	Fonds d'indemnisation des services financiers	Fonds d'indemnisation des assurances de personnes	Fonds d'indemnisation des assurances de dommages	Fonds d'indemnisation des planificateurs financiers	2001 TOTAL	2000 TOTAL
REVENUES						
Contributions	$ 2,221,964	$ 35,838			$ 2,257,802	$ 2,931,804
Interest	$ 162,332	$ 420	$ 51,304	$ 1,325	$ 215,471	$ 144,379
Subrogation Revenue		$ 78,139			$ 78,139	
	$ 2,384,296	$ 114,397	$ 51,304	$ 1,325	$ 2,551,412	$ 3,076,183
EXPENSES						
Compensation	$ 893,550	$ 1,506,521	$ 41,437		$ 518,866	$ 2,110,764
Directors' Fees	$ 39,105				$ 39,105	$ 37,975
Travel Expenses	$ 17,483				$ 17,483	$ 13,097
Telecommunications	$ 1,897				$ 1,897	
Management Fees	$ 212,146				$ 212,146	$ 151,830
Rental Expenses	$ 8,507				$ 8,507	$ 8,761
Professional Fees	$ 76,753	$ 18,553			$ 95,306	$ 46,329
Training	$ 2,960				$ 2,960	$ 38
Rental of Rooms	$ 897				$ 897	$ 132
Advertising						$ 124
Insurance	$ 123,059		$ 19,691		$ 123,059	$ 10,379
Office Supplies and Courier	$ 3,396	$ 206			$ 3,302	$ 5,802
Amortization of Capital Assets	$ 1,202				$ 1,202	
Interest and Bank Charges	$ 311	$ 2,988			$ 3,299	$ 988
	$ 1,410,115	$ 1,483,574	$ 61,028		$ 1,027,629	$ 2,387,567
EXCESS (DEFICIENCY) OF REVENUES OVER EXPENSES	$ 974,181	$ 597,971	$ (9,634)	$ 1,325	$ 1,523,783	$ 694,622

The accompanying notes are an integral part of the financial statements.

Changes in Fund Balances
For the year ended December 31, 2001

	Invested in Capital Assets	Fonds d'indemnisation des services financiers	Fonds d'indemnisation des assurances de personnes	Fonds d'indemnisation des assurances de dommages	Fonds d'indemnisation des planificateurs financiers	2001 TOTAL	2000 TOTAL
Balance at Beginning of Year		$ 1,414,947	$ (1,207,746)	$ 1,016,842	$ 30,745	$ 1,293,788	$ 599,166
Excess (Deficiency) of Revenues over Expenses	$ (1,202)	$ 945,373	$ 597,971	$ (9,634)	$ 1,325	$ 1,523,783	$ 694,622
Acquisition of Capital Assets	$ 6,673	$ (6,673)					
Balance at End of Year	$ 5,471	$ 2,353,647	$ (609,775)	$ 1,007,208	$ 32,070	$ 2,817,571	$ 1,293,788

The accompanying notes are an integral part of the financial statements.

Fonds d'indemnisation des services financiers
Financial Statements, December 31, 2001

Balance Sheet
December 31, 2001

	Fonds d'indemnisation des services financiers	Fonds d'indemnisation des assurances de personnes	Fonds d'indemnisation des assurances de dommages	Fonds d'indemnisation des planificateurs financiers	2001 TOTAL	2000 TOTAL
ASSETS						
Current Assets						
Cash	$ 6,897		$ 273		$ 7,170	$ 173,344
Term Deposits, 1.90% to 5.83%, maturing on various dates to December 2007	$ 4,207,789	$ 39,000	$ 1,105,387	$ 32,070	$ 5,384,246	$ 3,649,759
Accounts Receivable (note 2)	$ 100,273	$ 92,581	$ 14,558		$ 207,412	$ 234,696
Prepaid Expenses	$ 66,247		$ 5,206		$ 71,453	$ 105,000
	$ 4,381,206	$ 131,581	$ 1,125,424	$ 32,070	$ 5,670,281	$ 4,161,799
Term Deposit, 4.09% maturing in November 2004	$ 518,665				$ 518,665	
Capital Assets (note 4)	$ 5,476				$ 5,476	
	$ 4,905,347	$ 131,581	$ 1,125,424	$ 32,070	$ 6,194,422	$ 4,161,799
LIABILITIES						
Current Liabilities						
Bank Overdraft		$ 117,219			$ 117,219	$ 20,673
Bank Loan (note 5)		$ 150,000			$ 150,000	
Accounts Payable (note 6)	$ 42,951	$ 13,827			$ 56,778	$ 43,445
Compensation Payable (note 7)	$ 2,473,328	$ 460,310	$ 119,216		$ 3,052,854	$ 2,303,093
	$ 2,516,279	$ 741,356	$ 119,216		$ 3,376,851	$ 2,867,511
FUND BALANCES						
Investment in Capital Assets	$ 5,476				$ 5,476	
Unrestricted	$ 2,383,592	$ (609,775)	$ 1,006,208	$ 32,070	$ 2,812,095	$ 1,294,288
	$ 4,905,347	$ 131,581	$ 1,125,424	$ 32,070	$ 6,194,422	$ 4,161,799

The accompanying notes are an integral part of the financial statements.

On behalf of the Board,

Director

Director

1. GOVERNING STATUTES AND NATURE OF OPERATIONS

The Fonds d'indemnisation des services financiers is a fund incorporated under the *Act respecting the distribution of financial products and services*, sanctioned on June 20, 1998 by the Québec government. This fund took over corresponding funds created under the Act respecting market intermediaries as at October 1, 1999.

The Fonds d'indemnisation des services financiers has three distinct funds comprised of amounts in the Fonds d'indemnisation des assurances de dommages, Fonds d'indemnisation des assurances de personnes and Fonds d'indemnisation des planificateurs financiers.

The purpose of the Fonds d'indemnisation des services financiers is to administer amounts deposited with the Fund. Its mission is also to compensate individuals who have been the victims of fraud, fraudulent tactics or embezzlement for which a firm, independent representative or an independent company may be held liable in connection with its activities. It also has responsibility for taking over claims on file with the former funds and to decide whether claims resulting from acts committed between September 1, 1991 and September 30, 1999 are eligible for payment in accordance with the regulations under the *Act respecting market intermediaries*.

2. ACCOUNTING POLICIES

Accounting Estimates
The preparation of financial statements in accordance with Canadian generally accepted accounting principles requires management to make estimates and assumptions that affect the amounts recorded in the financial statements and notes to financial statements. These estimates are based on management's best knowledge of current events and actions that the Organization may undertake in the future. Actual results may differ from those estimates.

Income Recognition
Income from contributions is accounted for as soon as the Bureau des services financiers collects the amounts.

Amortization
Capital assets are accounted for at cost and amortized over their estimated useful life using the straight line method over the following periods:

- Computers and software **3 years**
- Office furniture and equipment **5 years**

3. ACCOUNTS RECEIVABLE

	Fonds d'indemnisation des services financiers	Fonds d'indemnisation des assurances de personnes	Fonds d'indemnisation des assurances de dommages	2001 TOTAL	2000 TOTAL
Accrued Interest	$ 24,592	$ 57	$ 14,558	$ 39,207	$ 21,113
Bureau des services financiers	$ 75,681	$ 16,170		$ 91,851	$ 198,581
Notes receivables from Other Funds					$ 15,002
Other		$ 76,354		$ 76,354	
	$ 100,273	$ 92,581	$ 14,558	$ 207,412	$ 234,696

4. CAPITAL ASSETS

	Cost	Accumulated Amortization	Net
Computers and Softwares	$ 2,007	$ 700	$ 1,307
Office Furniture and Equipment	$ 4,671	$ 502	$ 4,169
	$ 6,678	$ 1,202	$ 5,476

5. BANK LOANS

The bank loans, for an authorized amount of $2,500,000, bear interest at the prime rate less 0.8% and the prime rate plus 0.8% and are renegotiable annually.

6. ACCOUNTS PAYABLE

	Fonds d'indemnisation des services financiers	Fonds d'indemnisation des assurances de personnes	2001 TOTAL	2000 TOTAL
Trade Accounts	$ 42,951	$ 13,827	$ 56,778	$ 28,443
Notes Payable to Other Funds				$ 15,002
	$ 42,951	$ 13,827	$ 56,778	$ 43,445

7. COMPENSATION

Determining the amount of compensation payable under claims for situations that have been reported and those that have not, determined by the Organization's actuaries, is based on known facts and an interpretation of the circumstances taking into account experience with similar situations, historical claim settlement trends, settled claims, the number of unsettled claims and the frequency of events. The amounts in question are discounted to take account of the value of money over time.

The compensation expense on the statement of revenues and expenses is composed primarily of changes in the compensation allowance for the year compared to the previous year and compensation payments during the year.

The following table summarized changes in compensation payable:

	Fonds d'indemnisation des services financiers	Fonds d'indemnisation des assurances de personnes	Fonds d'indemnisation des assurances de dommages	2001 TOTAL	2000 TOTAL
Balance at Beginning of Year	$ 1,514,778	$ 1,210,836	$ 77,779	$ 2,803,393	$ 1,131,415
Allowance for the Year	$ 983,550	$ (506,521)	$ 41,437	$ 518,466	$ 2,110,763
Claims Settled During the Year	$ (25,000)	$ (244,005)		$ (269,005)	$ (438,785)
Balance at End of Year	$ 2,473,328	$ 460,310	$ 119,216	$ 3,052,854	$ 2,803,393

1. GOVERNING STATUTES AND NATURE OF OPERATIONS

The Fonds d'indemnisation des services financiers is a fund incorporated under the *Act respecting the distribution of financial products and services*, sanctioned on June 20, 1998 by the Québec government. This fund took over corresponding funds created under the Act respecting market intermediaries as at October 1, 1999.

The Fonds d'indemnisation des services financiers has three distinct funds comprised of amounts in the Fonds d'indemnisation des assurances de dommages, Fonds d'indemnisation des assurances de personnes and Fonds d'indemnisation des planificateurs financiers.

The purpose of the Fonds d'indemnisation des services financiers is to administer amounts deposited with the Fund. Its mission is also to compensate individuals who have been the victims of fraud, fraudulent tactics or embezzlement for which a firm, independent representative or an independent company may be held liable in connection with its activities. It also has responsibility for taking over claims on file with the former funds and to decide whether claims resulting from acts committed between September 1, 1991 and September 30, 1999 are eligible for payment in accordance with the regulations under the *Act respecting market intermediaries*.

2. ACCOUNTING POLICIES

Accounting Estimates

The preparation of financial statements in accordance with Canadian generally accepted accounting principles requires management to make estimates and assumptions that affect the amounts recorded in the financial statements and notes to financial statements. These estimates are based on management's best knowledge of current events and actions that the Organization may undertake in the future. Actual results may differ from those estimates.

Income Recognition

Income from contributions is accounted for as soon as the Bureau des services financiers collects the amounts.

Amortization

Capital assets are accounted for at cost and amortized over their estimated useful life using the straight line method over the following periods:

- Computers and software — 3 years
- Office furniture and equipment — 5 years

3. ACCOUNTS RECEIVABLE

	Fonds d'indemnisation des services financiers	Fonds d'indemnisation des assurances de personnes	Fonds d'indemnisation des assurances de dommages	2001 TOTAL	2000 TOTAL
[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]

Fonds d'indemnisation des services financiers
Notes to Financial Statements, December 31, 2001

4. CAPITAL ASSETS

	Cost	Accumulated Amortization	Net
Computers and Software	$ 2,007	$ 720	$ 1,287
Office Furniture and Equipment	$ 4,671	$ 302	$ 4,369
	$ 6,678	$ 1,022	$ 5,656

5. BANK LOANS

The bank loans, for an authorized amount of $2,500,000, bear interest at the prime rate less 0.8% and the prime rate plus 0.8% and are renegotiable annually.

6. ACCOUNTS PAYABLE

	Fonds d'indemnisation des services financiers	Fonds d'indemnisation des assurances de personnes	2001 TOTAL	2000 TOTAL
Trade Payables	$ 42,957	$ 13,821	$ 56,778	$ 28,442
Taxes Payable				$ 15,003
Accrued Wages				
	$ 42,957	$ 13,821	$ 56,778	$ 43,445

7. COMPENSATION

Determining the amount of compensation payable under claims for situations that have been reported and those that have not, determined by the Organization's actuaries, is based on known facts and an interpretation of the circumstances taking into account experience with similar situations, historical claim settlement trends, settled claims, the number of unsettled claims and the frequency of events. The amounts in question are discounted to take account of the value of money over time.

The compensation expense on the statement of revenues and expenses is composed primarily of changes in the compensation allowance for the year compared to the previous year and compensation payments during the year.

The following table summarized changes in compensation payable:

	Fonds d'indemnisation des services financiers	Fonds d'indemnisation des assurances de personnes	Fonds d'indemnisation des assurances de dommages	2001 TOTAL	2000 TOTAL
Balance at Beginning of Year	$ 3,474,178	$ 2,210,446	$ 97,779	$ 2,883,393	$ 3,121,415
Provision for the Year	$ 983,450	$ (1,026,577)	$ 41,417	$ 518,466	$ (2,110,784)
Claims Settled					
During the Year	$ (1,984,556)	$ (1,244,026)		$ (1,269,005)	$ (1,448,780)
Balance at End of Year	$ 2,473,124	$ 940,255	$ 139,196	$ 3,052,854	$ 2,883,393

8. CASH FLOWS STATEMENT

No cash flows statement has been presented since principal operating, investing and financing activities may be readily apparent from the other financial statements and presenting such a statement would provide no additional information.

9. RELATED PARTY TRANSACTIONS

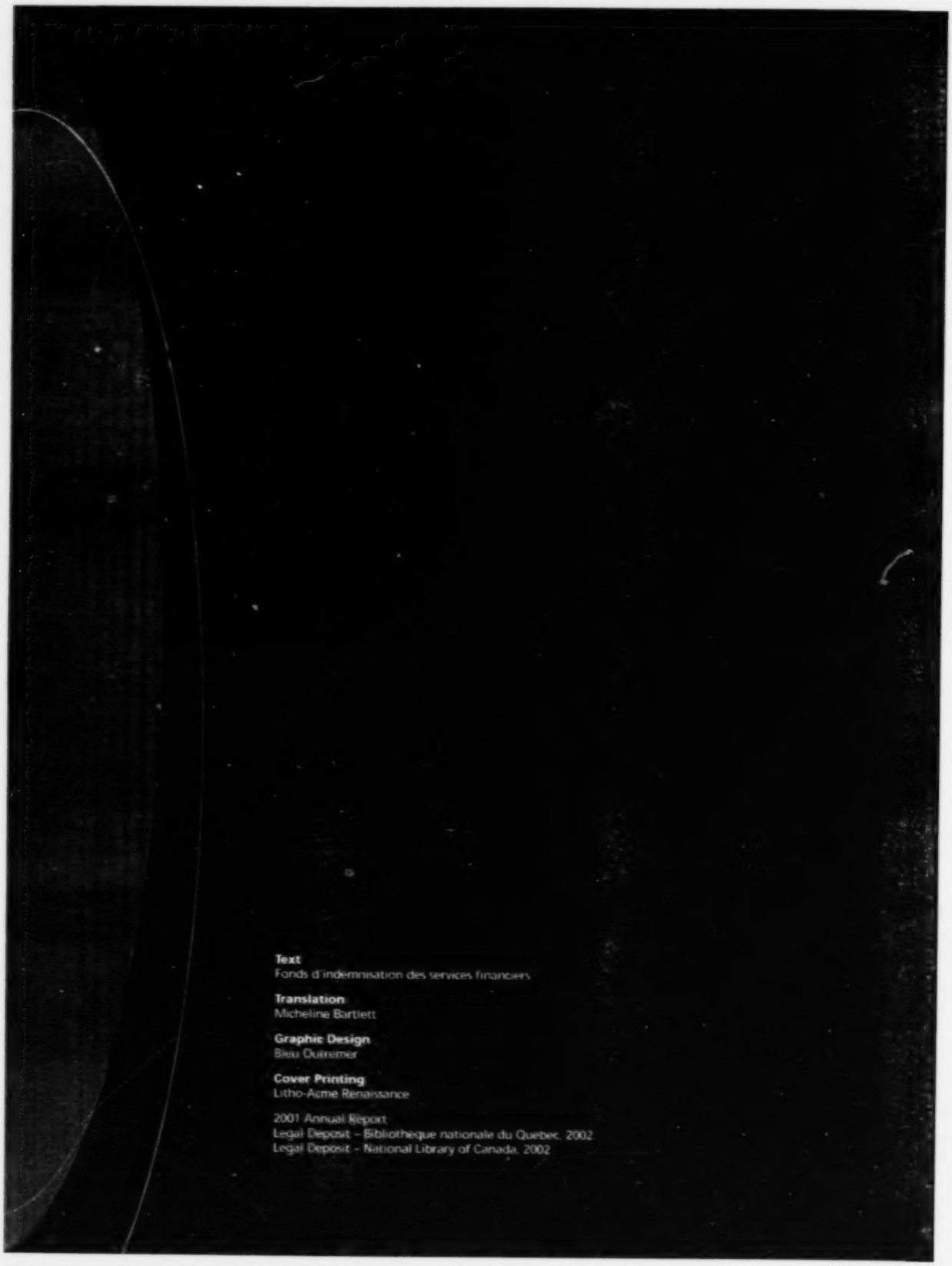
The Bureau des services financiers exercises a control over the Fonds d'indemnisation des services financiers, appointing the members of this Fund's Board of Directors under the Act respecting the distribution of financial products and services. It also determines the Fonds d'indemnisation des services financiers' by-laws and has set the rules governing claim administration and eligibility. The Fonds d'indemnisation des services financiers has responsibility for administering the funds deposited and deciding the eligibility of claims. It also determines its operating expenses.

The Bureau des services financiers makes available to the Fonds d'indemnisation des services financiers human resources, capital assets and rental space. During the year, the Bureau des services financiers charged $220,653 ($160,991 in 2000) for the use of these resources. These transactions were concluded in the normal course of the organizations' operations and were measured at the exchange amount, i.e. the value determined and accepted by the parties. As at December 31, 2001, the Fonds d'indemnisation des services financiers owed $23,699 ($89,568 in 2000) for such services.

Moreover, the Bureau des services financiers collects dues on behalf of the Fonds d'indemnisation des services financiers. Contributors to the Fonds d'indemnisation des services financiers are firms, independent partnerships, and independent representatives registered with the Bureau des services financiers. As at December 31, 2001, the balance of dues collected by the Bureau des services financiers to be remitted to the Fonds d'indemnisation des services financiers was $115,550 ($288,149 in 2000).

10. CONTINGENCY

A lawsuit in the amount of approximately $220,000 has been filed against the Organization regarding decisions to refuse compensation claims in the course of its operations. The Directors are of the opinion that this lawsuit is without merit and, accordingly, no provision has been recorded in this respect.



Text
Fonds d'indemnisation des services financiers

Translation
Micheline Bartlett

Graphic Design
Bleu Outremer

Cover Printing
Litho-Acme Renaissance

2001 Annual Report
Legal Deposit – Bibliotheque nationale du Quebec, 2002
Legal Deposit – National Library of Canada, 2002